



Un budget d'exception pour l'Éducation qui nécessite l'abrogation du projet de budget : en grève et dans la rue dès la rentrée !

Mardi 13, jeudi 15 et samedi 17 octobre, les lycéen·nes, accompagn·es des étudiant·es et travailleur·euses du public ont manifesté en masse pour faire valoir leurs revendications : la baisse des effectifs par classe, le remplacement des enseignant·es absent·es, la rénovation des établissements scolaires, l'abrogation de Parcoursup... **Ces revendications sont les nôtres, de la maternelle à l'université ! Accompagnons cette révolte de la jeunesse pour enclencher un mouvement massif du Service public d'éducation dès la reprise de novembre.**

Le gouvernement ne répond toujours pas aux revendications. Pire, il maintient son budget de 43 milliards d'€ d'économies dont seront victimes la jeunesse, les services publics, l'École publique, budget dont la discussion a démarré le 13 octobre à l'Assemblée nationale.

Le gouvernement doit répondre aux revendications des personnels, du 1^{er} degré à l'Université :

- Retrait du budget Lecornu de 43 milliards d'€ d'économies
- L'argent public pour l'École et l'Université publiques, Nationalisation de l'enseignement privé
- Annulation des 2808 suppressions de postes d'enseignant·es de l'Éducation Nationale et de l'Université,
- Création des postes nécessaires d'enseignant·es, de personnels médico-sociaux, de personnels administratifs et d'encadrement, de bibliothécaires, de personnels de laboratoire
- Un statut de fonctionnaire pour les contractuel·les et plus particulièrement pour les AESH et les AED. Abandon des PAS et des PIAL !
- Revalorisation de la valeur du point d'indice avec rattrapage des pertes subies depuis 2000 (37,2%),
- Abandon de la Sélection par les dispositifs Parcoursup et mon Master, abandon des Réformes Blanquer et de la voie Professionnelle, abrogation de la LRU, abandon des évaluations nationales
- Abandon des hausses des frais d'inscription pour tous les étudiant·es et gratuité de l'Enseignement Supérieur.
- Programmation d'un plan d'action (efficace) pour le bâti scolaire.
- Moratoire de la réforme des INSPE

Le gouvernement doit :

- stopper toute violence et répression policière,
- lever toute sanction et jours de grève à l'encontre des personnels et envers les jeunes,
- abandonner les poursuites judiciaires
- ne pas imposer le distanciel aux personnels
- augmenter considérablement le budget de l'Éducation Nationale et pas celui de l'Armée.

Nous appelons les personnels à se réunir en Heure d'informations syndicales, en AG pour réaffirmer leurs revendications et décider dès à présent de la poursuite et l'amplification de la mobilisation initiée par les lycéen·nes. L'intersyndicale appelle toutes les salarié·es du public et du privé à participer dès aujourd'hui à toutes les actions permettant d'obtenir l'abrogation du projet de budget et obtenir un budget conséquent en rapport avec nos revendications, à se saisir des appels aux rassemblements et à se rendre aux manifestations organisées par les étudiant·es et autres collectifs de citoyen·nes en lutte partout sur le territoire et particulièrement en Isère.

Mardi 3 novembre 2026
RASSEMBLEMENT FESTIF
ET REVENDICATIF
à 12 h à l'anneau de vitesse
Grenoble

Mercredi 4 novembre 2026
AG DES PERSONNELS
13h30 salle Ciel
Grenoble

Jeudi 5 novembre 2026
MANIFESTATION
INTERPRO GRENOBLE
Modalités à venir